

Scolarisation et exode rural à Andina (Nord du pays betsileo)

par J. P. RAISON

A vingt kilomètres à l'ouest d'Ambositra auquel il est relié par une piste empierrée médiocre, mais d'usage permanent, Andina est un petit bourg rural, sis dans un cadre géographique original. Aux portes du Moyen-Ouest, la petite région qui l'entoure jouit d'un climat déjà légèrement différent de celui de la sous-préfecture voisine, un climat plus sec, plus lumineux, où la fraîcheur de l'hiver n'est pas aggravée par de trop nombreux crachins; contrastant avec la pauvreté des massifs de quartzites et de granite qui le séparent d'Ambositra, le bassin d'Andina semble relativement bien doué, avec des sols plus profonds, plus riches, des pentes moins violentes. Le paysage agricole témoigne de ces nuances : aux vallées et gradins rizicoles encaissés dans des montagnes stériles succède, dans le bassin d'Andina, un paysage plus largement humanisé : rizières en terrasses, certes, montant très haut sur les versants, mais aussi, éparpillées tout comme l'est un habitat très dense, champs de cultures pluviales et vergers de caféiers, orangers et mûriers. Au pays d'Andina, on ne se contente pas de survivre mal du produit de sa rizière : on peut vendre quelques denrées; cette relative richesse, comme l'existence d'une vieille colonie merina aux activités traditionnellement variées, qui forme plus de 37% de la population, permettent de justifier l'existence d'un bourg, modeste encore certes, mais sensiblement plus important et plus actif que la plupart des chefs-lieux de canton du pays betsileo.

Physionomie du bourg

Il est, en fait, très difficile de définir spatialement le bourg d'Andina : dans une région de peuplement très dense et éparpillé, on passe presque insensiblement du bourg à la campagne. Les hameaux d'Ampotsiniaty et Vohitraivo, que nous avons recensés, sont ainsi le lieu d'habitat de paysans betsileo, propriétaires, métayers ou salariés; Amboavato est déjà plus composite, qui réunit à des paysans plusieurs salariés de la mission catholique, instituteurs ou catéchistes. Mais le cœur du bourg est constitué par deux groupements de maisons distants de 200 mètres que joint la piste principale, qui tient ici lieu de promenade. Le plus ancien, Andina proprement dit, est constitué de maisons serrées, basses, à toit de chaume, que dominent quelques vieilles maisons de briques, à étage, dont les balcons de bois et les toits de tuiles ont un air vieillot et quelque peu délabré; c'est pour l'essentiel un hameau merina où se groupent bon nombre de commerçants et de tisseurs. Plus récent, le quartier du marché s'est constitué autour du tseña créé par l'administration coloniale; les maisons, de construction plus récente, y sont plus vastes, plus modernes d'allure, avec bon nombre de toits de tôle à quatre pans; elles sont moins tassées les unes contre les autres, et les bâtiments administratifs (logements de fonctionnaires, écoles, dispensaires, G.O.P.R.) y ajoutent une touche de modernisme. La présence du marché, le terminus des taxi-brousse ont entraîné la création de modestes gargottes tenues par des Betsileo. Cette hétérogénéité du bourg est bien significative de son caractère ambigu; il n'est qu'en partie dégagé du monde rural, mais il est déjà plus qu'un centre administratif plaqué sur la campagne et abrite des activités spécifiques des centres, ou du moins exercées par des gens, qui, sans être des urbains, ne sont plus véritablement des ruraux.

Merina et Betsileo

Le centre d'Andina a d'abord été constitué par l'immigration de familles merina, toutes originaires d'Ambohimambola, aux environs de Tananarive. Quoique cette immigration se soit étendue sur la deuxième moitié du XIXe siècle et le début du XXe, trois vagues principales peuvent être distinguées. Les premiers arrivés étaient des chrétiens qui fuyaient les persécutions de Ranavalona Ière; une deuxième vague est contemporaine de la première guerre franco-malgache; une

troisième enfin correspond aux troubles qui suivirent la prise de Tananarive par les Français et à la résurgence de pratiques « paléennes », tromba ou ramananjana. Homogène quant à son origine, cette colonie merina l'est aussi sur le plan religieux, car elle est massivement protestante (1). Elle a conservé jusqu'aujourd'hui des liens réguliers avec sa région d'origine.

Les Betsileo se sont peu à peu agrégés à ce noyau initial et aujourd'hui encore, on note une immigration de paysans pauvres, parfois sans terre, qui, en venant à Andina, pensent avoir plus d'occasions de s'employer comme salariés agricoles. Enfin, les fonctions administratives du bourg et son rôle de centre religieux provoquent la venue temporaire de fonctionnaires et d'employés des missions qui tous, en 1971, étaient originaires de la Préfecture de Fianarantsoa.

Agriculture, commerce et artisanat

Il existe des rapports sensibles entre type d'activité et origine géographique des habitants du bourg : qu'on ne s'étonne donc pas de nous voir comparer souvent Merina et Betsileo d'Andina : aux deux origines correspondent sinon toujours des différences de richesse, du moins des différences marquées de statut professionnel. Certes, l'agglomération d'Andina dans son ensemble a d'abord une activité agricole (près de 67% de la population vivent au moins en partie de la terre); mais on note déjà ici une certaine différence entre les Betsileo et les Merina : chez ceux-ci on compte moins de 64% d'agriculteurs contre 68% chez les Betsileo. Mais, tandis que beaucoup de Merina du centre du bourg exercent entre autres des activités agricoles, chez les Betsileo s'opposent les habitants du centre où les agriculteurs sont peu nombreux (en raison notamment de la présence de fonctionnaires et d'employés des missions), et les hameaux de la périphérie, massivement ruraux. Il convient d'autre part de distinguer divers types d'activités rurales : au centre, il s'agit surtout de l'exploitation de vergers de caféiers, souvent anciens (le canton produisait 35 tonnes de café en 1905) et d'orangers, voire de mûriers, tandis qu'à la périphérie on trouve soit des exploitations plus complexes, pratiquant aussi la riziculture, soit des salariés agricoles.

Le bourg doit davantage son originalité à l'activité commerciale qui est pratiquée par près de 17% des personnes actives. Pour une très large part, ce commerce est aux mains des Merina, qui fournissent à eux seuls les trois quarts des commerçants; il s'agit à la fois d'un commerce de détail de biens de consommation, et de la collecte de produits agricoles, soit pour la consommation locale (comme la plus large part du café), soit pour la vente à l'extérieur (ce qui est le cas des oranges, des tomates ou de l'arachide); les Betsileo qui travaillent dans le commerce ne sont guère que de petits bouchers ou de très modestes gargotiers.

Une autre activité locale importante n'est pas du domaine agricole, quoiqu'elle lui soit étroitement liée : il s'agit du tissage de lambamena, alimenté par la production locale de soie, introduit en 1905 par le pasteur Rabenjamina. C'est un travail proprement féminin, et pratiqué souvent par des femmes âgées et pauvres; avec les couturières, elles constituent plus de 18% de la population active. Les autres formes d'artisanat sont par contre étrangement absentes à Andina; si l'on compte un maçon, récemment immigré, il n'y a aucun menuisier dans le bourg : ce type d'activité est au contraire fréquent dans les villages du canton, où il est lié à une vieille pratique de l'émigration saisonnière.

Enfin, les activités d'ordre administratif ou religieux occupent 10% de la population active (2).

(1) Il y eut, il est vrai, une scission dans la communauté protestante, avec la constitution d'une église adventiste, par suite de conflits entre notables protestants; mais, peu importante, la communauté adventiste comprend surtout des paysans betsileo.

(2) Le total des divers pourcentages dépasse 100%, car assez nombreuses (21%) sont les personnes qui exercent deux activités ou plus.

Une pyramide des âges

Le recensement que nous avons effectué en août 1971 nous a permis de compter à Andina un total de 332 habitants : ce chiffre est celui d'une période de vacances, où l'on peut saisir la composition totale des familles, car, au cours de l'année scolaire, Andina est largement abandonné par ses jeunes de 15 à 25 ans.

Le bourg compte une proportion fort élevée de jeunes de moins de 20 ans (60,23% du total) : cependant, cette situation, normale en apparence, mérite d'être analysée de plus près. En effet, le pourcentage des jeunes de moins de 15 ans n'est que de 42,76% et les effectifs, au lieu d'augmenter dans les catégories d'âge les plus faibles, diminuent au contraire régulièrement. Au cours de l'année précédant le recensement, le taux de natalité n'a été que de 18%, ce qui est anormalement bas,

% de la population	Merina	Betsileo	Total
0-4 ans	9,67	16,82	14,15
5-9 ans	12,90	14,42	13,85
10-14 ans	14,51	14,90	14,76
15-19 ans	18,54	16,82	17,47
20-24 ans	11,29	3,86	6,62
25-29 ans	2,41	4,80	3,91
30-34 ans	1,61	4,32	3,31
35-39 ans	4,83	2,88	3,61
40-44 ans	3,22	3,36	3,31

Émigration vers les villes

L'ANALYSE plus serrée des pyramides des âges incite d'autre part à penser que l'émigration, massive pour tous, est un peu plus importante jusqu'à présent pour les Merina que pour les Betsileo, mais qu'elle se produit pour eux un peu plus tard, peut-être par suite d'une scolarité légèrement plus longue.

Nous n'avons pas les moyens, toutefois, de saisir la totalité de l'émigration d'Andina à partir de notre recensement; nous nous sommes contentés en effet de questionner chaque chef de famille recensé sur ses enfants qui habitent hors d'Andina. Nous échappons ainsi globalement l'émigration la plus ancienne; nous ne savons rien non plus des jeunes émigrés dont les parents sont décédés ou sont eux aussi partis du bourg; mais nous avons cependant une connaissance satisfaisante de l'émigration des personnes de 20 à 50 ans environ.

L'émigration semble, tout d'abord, plus importante chez les Merina qui, quoique minoritaires dans la population du bourg, comptent 24 émigrés contre 21 Betsileo. Globalement, l'émigration féminine (24 femmes) est un peu plus importante que l'émigration masculine, ce qui est normal puisque nombre de femmes quittent le bourg pour suivre leur mari.

L'émigration d'Andina se dirige essentiellement vers les villes; on ne compte parmi les émigrés que trois paysans dont deux se sont établis en Moyen-Ouest. Aussi ne doit-on pas s'étonner si la répartition géographique des émigrés ne correspond nullement aux grands courants actuels de l'émigration betsileo, dirigée vers le Moyen-Ouest, l'Ouest, ou le lac Alaotra, ni à des courants plus anciens, notamment à la migration de petits planteurs ou de cadres agricoles sur la côte orientale. Ce sont surtout les villes des Hautes Terres qui ont attiré les émigrés d'Andina. On est d'abord frappé par la faible influence de la capitale régionale, Ambositra, qui n'a reçu que trois émigrés : son activité restreinte offre assez peu de possibilités d'emploi. C'est Tananarive qui, de très loin, accueille le plus de personnes (18) tandis que Fianarantsoa joue un rôle non négligeable (7 émigrés). On peut s'étonner par contre de l'absence de tout émigré à Antsirabe dont les liens sont pourtant très forts avec le nord du pays betsileo. Le reste des émigrés s'éparpille fortement dans des centres variés, mais tous situés dans le sud de l'île, à la seule exception de la ville de Moramanga.

On ne peut toutefois tirer trop d'enseignements de cette répartition géographique, car beaucoup d'émigrés sont établis à travers Madagascar au gré des affectations. Il est en effet frappant de constater que l'énorme majorité d'entre eux a trouvé

et il est seulement égal au taux de mortalité. Comment expliquer cette pyramide des âges anormale reposant sur une pointe, bref ce vieillissement de la population du bourg? Si l'on considère l'âge des chefs de famille, on constate que celui-ci est généralement élevé, surtout chez les Merina, dont près de 73% ont plus de 40 ans, contre 61% chez les Betsileo. Ce manque de ménages jeunes explique le faible nombre de naissances ces dernières années, surtout chez les Merina (moins de 10% d'enfants de moins de 5 ans, contre près de 17% chez les Betsileo). Ce déficit de jeunes ménages nous semble lié à deux faits : le premier est l'effet de calamités sanitaires nombreuses, et notamment de la peste, très virulente dans les années 20 et qui reparut encore ensuite à plusieurs reprises; le deuxième, plus notable encore sans doute, est l'émigration, très importante dans la tranche d'âge de 25 à 45 ans.

depuis longtemps très répandue (3).

Deux petits groupes seulement se détachent de la masse. Au sommet de la pyramide sociale, les enfants d'un retraité, depuis toujours familiarisés avec la ville et qui ont pu y faire de bonnes études, occupent tous des fonctions importantes à Tananarive; à la base, on compte un petit nombre d'émigrés pauvres, surtout paysans, dont certains ont dû partir en Moyen-Ouest à la recherche de terres.

Pour ces deux groupes extrêmes, la réussite professionnelle semble fonction du statut social des parents, de leur degré d'aisance, des chances qu'ils avaient de parvenir à s'instruire. Mais, pour la grande masse, dont la réussite est médiocre, le choix d'une profession semble sans rapport net avec la profession, voire l'aisance, des parents. Parmi les enfants de commerçants, quoique le commerce semble une activité familiale traditionnelle, on ne compte aucun commerçant; tous se sont dirigés, comme les enfants de paysans, vers les emplois de fonctionnaires qui permet d'obtenir une formation scolaire classique.

Scolarisation sur place et à l'extérieur

EMIGRATION et scolarisation semblent donc deux données étroitement liées. Par elles, un bourg, dont l'activité semble déclinante, perd petit à petit de sa substance; une de ses fonctions premières semble être de servir de relais dans le processus d'exode rural. Rien ne laisse penser qu'il doive en aller autrement dans les années à venir, tant est massif aujourd'hui l'envoi des enfants dans les collèges d'Ambositra et d'ailleurs.

En effet, si 92 jeunes enfants d'Andina fréquentent sur place une des écoles primaires (qui accueillent 889 élèves au total), 57 autres enfants, plus âgés dans l'ensemble, passent l'année scolaire loin de de leurs parents. Ce sont pour l'essentiel (50 sur 57) des adolescents de 15 à 25 ans, soit plus des deux tiers de cette classe d'âge. A deux exceptions près, tous ces émigrants scolaires saisonniers sont des élèves qui fréquentent l'enseignement secondaire ou la classe de 7^e. Certes, il est possible de suivre à Andina même l'enseignement du CM 2, mais beaucoup de parents estiment que le fait d'étudier en ville donnera à leurs enfants plus de chances d'accéder à l'enseignement secondaire public.

Classe de	Garçons	Filles	Total
10 ^e	1	—	1
.....			
7 ^e	3	4	7
6 ^e	5	2	7
5 ^e	1	2	3
4 ^e	4	5	9
3 ^e	7	10	17
2 ^e	1	3	4
1ère	4	—	4
Termin.	1	2	3
Enst Sup.	1	—	1
C.A.P.	—	1	1
Total gén.	28	29	57
Tot. prim.	4	4	8
1er cycle 2nd	17	19	36
2 ^e cycle 2nd	6	5	11
Sup.	1	—	1
Techn.	—	1	1

Le tableau de répartition des élèves par classe et par sexe appelle un certain nombre de remarques. Tout d'abord, l'inexistence de l'enseignement technique est flagrante : seule une fille prépare le C.A.P. de dactylographe; le seul étudiant de l'Université s'est orienté vers l'Histoire. On note ensuite la remarquable égalité des effectifs de garçons et de filles, tant dans le deuxième cycle du secondaire que dans le premier cycle, qu'on ne retrouve nullement dans l'ensemble de l'enseignement secondaire à Ambositra, et qui est sans doute un indice significatif de l'ancienneté et de la profondeur de la scolarisation à Andina

(4). Autre fait allant dans le même sens que la proportion relativement élevée d'élèves du second cycle.

Si le pourcentage de fréquentation de l'enseignement secondaire est élevé à Andina, on note cependant que plus de 40% des ménages comptant des jeunes de 15 à 25 ans n'ont pas de scolarisés à l'extérieur. Parmi eux, les ménages betsileo sont proportionnellement plus

(LA SUITE EN PAGE 6)

(3) Les Adventistes avaient même envisagé, dans les années 20, de créer un collège à Andina.

(4) L'enquête sur « Les jeunes qui étudient à Ambositra loin de leurs parents », réalisée en 1969, mentionne, sur 1317 jeunes interrogés 872 garçons et 445 filles.

Fokontany dynamiques

« Monsieur le Conseiller, quelles impressions gardez-vous de vos récentes tournées à travers votre circonscription ? »

« Je vous fais part de l'essentiel : jusque dans les coins les plus reculés, la population constate que quelque chose a vraiment changé, qu'un souffle nouveau anime la Nation, qu'une marche en avant est lancée qui ne pourra plus s'arrêter. Plus positif encore : les gens se rendent compte que leur avenir dépend du travail de chacun, mais aussi de l'effort conjugué de tous dans le cadre du fokontany ».

« Pouvez-vous dire si les gens sont à l'aise dans cette nouvelle structure ? »

« Il n'y a aucun doute à ce sujet. Le fokontany est devenu en quelque sorte leur « bien » qu'ils prennent à cœur de bien développer. Je pense même qu'une familiarité discrète entre fokontany s'instaura, qu'il faudrait songer à développer. En milieu rural ceci constitue un élément moteur important. »

« Les habitants se sentent donc concernés. Mais quel rôle attribuent-ils au Fanjakana ? »

« Les séquelles du paternalisme ne sont pas totalement disparues, mais je crois que les gens considèrent davantage le fanjakana, non plus tellement comme le « voy aman-areny » de qui l'on doit attendre et sur qui on rejette les torts quand cela va mal, mais comme un collaborateur efficace. »

« Cela veut-il dire que le mariage est parfait ? »

« Vous savez bien que personne dans les circonstances actuelles ne peut prévoir de quoi demain sera fait. Cependant je peux dire que dans ma circonscription le nombre de gens optimistes l'emporte sur celui des pessimistes. De vrais opposants au régime, je ne crois pas qu'il y en ait ; les indécis, les sceptiques existent, mais ils sont peu nombreux et discrets. »

« Comment se matérialise cette vitalité des fokontany dans votre circonscription ? A-t-on déjà réalisé quelque chose ? »

« Vous savez que le problème le plus aigu est celui du riz. Un effort d'extension des surfaces « riziçultivables » a été constaté cette année. Bien modeste apparemment, mais compte tenu de la peine qu'il faut se donner pour gagner un hectare de nouvelle rizière, les résultats prennent une dimension importante. »

« Je n'ai pas encore tous les éléments pour l'ensemble de ma circonscription, mais d'ores et déjà, je peux avancer quelques chiffres pour la Sous-Préfecture de

Fianarantsoa. Les surfaces riziçultivables ont augmenté cette année de 276 ha. Ces nouvelles surfaces ont été récupérées sur des zones longtemps abandonnées en friche et qu'on a pu mettre en valeur grâce aux petits barrages construits par les fokontany eux-mêmes. L'on estime le rendement à 1,5 à 2 t à l'hectare. Cette surface sera encore plus importante pendant la campagne 1974-1975, car avec la subvention que les fokontany recevront, 7 autres barrages seront construits, permettant de récupérer 729 ha. Le cap de 27.300 hectares actuels sera alors dépassé. »

« J'avais incidemment appris que la production est d'environ 83.000 t cette année, peut-on espérer que nous ne manquerons pas de riz ? »

« Il peut vous sembler en effet paradoxal qu'une sous-préfecture réputée comme le grenier du Betsileo souffre d'une façon atroce de la pénurie de riz. Plusieurs facteurs jouent dans ce sens, dont le plus important est son rôle dans la vie économique de tout le Sud. Et l'une des raisons à la réticence de certains fokontany vis-à-vis des organismes de collecte serait que les gens soupçonnaient les collecteurs d'avoir inconsidérément vidé nos greniers au profit d'autres consommateurs. »

« La campagne de collecte 1974 est-elle entamée ? »

« Oni dans certaines localités. Et je sens que la bataille sera dure pour la SINPA, car pour le moment elle semble se trouver en concurrence avec des clandestins. Vous savez que la SINPA n'a pas le droit d'obliger la population à lui vendre son riz ni d'empêcher par sa propre force les éventuels acheteurs. »

« Une disposition est-elle prise pour que la collecte se poursuive tout au long de l'année, au lieu d'être bloquée dans une période déterminée ? Car le paysan, comme chacun sait, a le sens des affaires et attend la période de soudure pour vendre, profitant de l'absence de tout contrôle efficace. »

« Espérons seulement qu'il n'y aura plus de période de soudure du tout. »

« Quelle audience les techniciens ont-ils auprès de la population ? Avez-vous l'impression qu'ils s'intègrent facilement au sein des fokontany ? »

« Il le faut bien. J'ajouterais cependant qu'un préalable ils doivent connaître la mentalité des gens, surtout savoir écouter et dialoguer. Jusqu'à présent le savoir-faire se trouvait du côté des

gens qui ne faisaient rien. Il faut qu'à partir de maintenant il se trouve du côté de ceux qui en ont besoin. Un danger consiste à considérer a priori comme ennemi du régime, ou comme ennemi, celui qui a plusieurs titres, un besoin d'en savoir davantage. Je sais bien que tout technicien a tendance à imposer sa façon de faire. C'est normal d'ailleurs. Mais il faut arriver à canaliser l'intelligence du paysan et à l'embrayer sur des réalisations pratiques. »

« A ce sujet, je me souviens d'un discours-réponse d'un conseiller de fokontany fait à un discours-animation que nous avions prononcé : « Monsieur, a-t-il dit, n'avez-vous pas l'impression que nous, paysans, fournissons déjà le maximum d'effort et que nous demandons davantage, c'est vouloir nous tuer ? - Sur le coup je m'étais demandé si je ne me trouvais pas devant un défilé. Mais quand il est fini d'écouter son idée nous devint clair ; il avait simplement voulu dire qu'effectivement si on les laissait tous seuls sans assistance, ils ne pourraient faire grand chose. Et qu'ils souhaitent l'aide du gouvernement et des techniciens, par exemple qu'il leur soit fourni du matériel plus moderne. »

« Avez-vous une suggestion à faire ? »

« Partout où je suis allé, j'ai constaté que les gens prennent au sérieux la nouvelle structure et veulent en faire des fokontany heureux. Mais trop souvent un fokontany à l'image de « ray aman-areny ». L'on peut se demander quel soin apporte-t-on à l'avenir des jeunes qui ne demandent qu'à s'épanouir, à donner le meilleur d'eux-mêmes. Dans certains « Dina » l'on fait état des sanctions à donner aux « porteurs de chevrons longs » et aux « cour-voies », mais quand ces jeunes exposent leur désir, leurs difficultés, quelle audience leur accorde-t-on ? Ils veulent travailler, produire, mais où et avec quoi ? Beaucoup de jeunes, si j'en crois quelques bruits qui circulent, commencent à être sceptiques quant à leur avenir dans leurs fokontany. »

N'oublions pas la chanson de l'eau : « Allons, allons vers l'Océan, abandonne ce tron car si l'homme t'y trouve, il se servirait de toi pour laver ses pieds et rincer sa bouche, pour finalement se rejeter à l'égoût. »

Propos recueillis par A. ANDRIAFANOMEZANA

Dubaï : plaque tournante du trafic mondial de l'or

(suite)

Du licite à l'illicite

La fortune de Dubaï est une fortune en millions de dollars réalisée avec ingéniosité et compétence sur la pauvreté et l'aliénation des autres. Et spécialement des Indiens, surtout depuis juin 1963 quand furent sévèrement réglementés l'achat et la vente de l'or.

En effet, même le plus déshérité des travailleurs de l'Inde ne donnerait sa fille en mariage sans lui assurer en or un dot, si petite soit-elle. Et il y a en Inde au minimum 1 million de mariages par an !

De plus, tout fonctionnaire indien est quelque peu thésauriseur puisque, ne croyant pas à la solidité de la roupie, monnaie locale, il entend prendre une rente sur l'avenir en achetant de l'or sous quelque forme que ce soit (lingot, montre, bijoux).

C'est ainsi que Dubaï, pour la seule année 1970 (dernière statistique officielle révélée), a importé de Suisse et du Japon 3 millions et demi de montres. Pour cette même année, Dubaï a également importé de Londres, Zurich et Paris, un tonnage record de 259 tonnes d'or.

L'achat et la vente d'or étant entièrement libres à Dubaï, le métal précieux y arrive en caissettes à bord d'avions réguliers de la BOAC et des « Middle East Airlines » (« Air Liban »).

Ces caissettes renferment des lingots de 10 tolas (unité de mesure en Inde), soit 3,75 onces, et valent environ 150 dollars pièce. Ces lingots de petite taille, poinçonnés par surcroît par des négociants en or de réputation internationale (Johnson Matthey notamment), présentent, en outre, le grand avantage d'abord d'être faciles à dissimuler et, d'autre part, de convenir, par le volume autant que par le poids, aux bijoutiers ou assimilés, en Inde, qui ne peuvent se permettre d'acheter des classiques lingots « good delivery » de 400 onces.

Une fois débarqués par des voies légales à Dubaï, ces petits lingots vont être aussitôt acheminés vers l'Inde par les filières de la contrebande. Et là, l'ingéniosité fait merveille puisque le coefficient de réussite est estimé à 90 % !

Il arrive donc, bon an mal an, quelques « bavures » quand les douaniers indiens par exemple, se montrent trop soupçonneux. Ainsi, en 1969, le « syndicat » des passagers a reconnu avoir perdu 2 millions et demi de dollars : le rendement du capital

investi étant alors tombé à moins de 100 %... ce qui laisse imaginer que 1970 a été qualifiée année exceptionnelle !

Le convoyeur en maillot jaune

Le « syndicat » de l'or (en fait la dizaine de « grands féodaux » de Dubaï) utilise pour le transport clandestin en Inde — phase la plus délicate du trafic — des « convoyeurs » par avion, soit des commerçants, des représentants de commerce, parfois des étudiants, en qui il a toute confiance.

Le « syndicat » achète ainsi pour plus de 300.000 dollars de billets d'avion par mois à Bombay. Le « convoyeur » reçoit divers passeports à son nom pour étaler les visas afin de ne pas attirer sur lui l'attention par des passages trop fréquents.

Chaque « convoyeur » effectue en moyenne 1 voyage par semaine et transporte à chaque fois 40 kilos d'or soit une contrevalleur de 45.000 dollars sur laquelle il reçoit 1 %.

Pièce maîtresse de la contrebande, tel est bien ce « convoyeur » au maillot jaune ! C'est en effet un excellent tailleur de Genève, y ayant pignon sur rue, qui confectionne les différents maillots que vont porter les « convoyeurs ».

Il s'agit d'un gilet de toile avec poches pouvant renfermer exactement 100 petits lingots de 10 tolas et conçus de manière à pouvoir gonfler légèrement sous l'eau. Innovation précieuse quand l'or est convoyé par mer.

Le « syndicat » dispose à cet effet d'une flotte spécialisée d'environ 60 navires, c'est-à-dire de barques traditionnelles, mais équipées de moteurs Rolls-Royce très puissants, permettant d'échapper aux garde-côtes indiens et de quitter rapidement les eaux territoriales de l'Inde pour fuir là où ils ne peuvent plus être arraisonnés.

Quelquefois se produit une « mauvaise rencontre » avec les douaniers, car il y a tout de même 2.400 km par mer depuis Dubaï pour atteindre les côtes indiennes au nord de Bombay, mais une trappe permet de se débarrasser prestement et discrètement des maillots jaunes (soit de 400 à 1.000 kilos d'or par bateau et par voyage répété des centaines de fois en une année). Au contact de l'eau, le dispositif spécial de chaque maillot les fait gonfler légèrement et, le danger passé, le bateau retrouve sa précieuse cargaison.

De quoi demain sera-t-il fait

Hormis les cas d'arrondissement (où les douaniers ne trouvent finalement rien), dès que le bateau aux maillots jaunes est en vue des côtes indiennes, un télégramme parvient à Bombay d'où apparemment à sa rencontre plusieurs bateaux de pêche indiens.

Des signaux de reconnaissance en code sont alors échangés et les maillots pris en charge par les pêcheurs indiens (qui, en échange, remettent la contrevalleur de l'or en argent-métal). Puis ils attendent patiemment la tombée de la nuit pour gagner un point fixé sur la côte où une voiture prévue les attend afin de prendre à son bord les précieux maillots.

Ceux-ci sont alors déchargés dans un appartement loué pour la circonstance par un membre du « syndicat » à Bombay. C'est là que des « convoyeurs » de toute confiance viendront le dossier sous leur chemise pour les transporter à destination.

Et c'est ainsi que l'or valant 35 dollars l'once à Dubaï est revendu 68 dollars en Inde. Le « syndicat » perçoit donc 33 dollars par once sur lesquels il paie le « personnel » et s'octroie un substantiel bénéfice. En bref, le capital « tourne » 5 à 10 fois par an, et chaque opération laisse finalement un profit net de 15 à 20 % en moyenne...

Le Moyen Age voisin encore avec le 20^e siècle

A Dubaï, plaque tournante de la contrebande mondiale de l'or, les trafiquants ont encore de nombreux lendemains assurés, car aucun indice ne permet de penser que l'Inde, le plus gros marché mondial de contrebande, perdra sa réputation traditionnelle d'« éponge à métal précieux » !

Toutefois, la guérilla qu'entre-tiennent les maquis du Dbofar et la République démocratique populaire du Sud-Yemen (bien qu'éloignés de Dubaï) pourrait fort bien, et plus tôt qu'on ne le pense, franchir le désert, et atteindre le petit Etat de Dubaï où le Moyen Age voisin avec le XX^e siècle et où le libéralisme économique s'accorde étrangement avec le despotisme politique de l'émir Raschid... Que deviendrait alors le plus grand centre mondial de contrebande ?

William North

Scolarisation et exode rural à Andina (Nord du pays betsileo) (SUITE DE LA PAGE 5)

nombreux que les ménages merina. Plusieurs facteurs semblent concourir à expliquer cette situation. D'une part, il apparaît que plus les ménages ont d'enfants de 15 à 25 ans, plus ils ont tendance à les envoyer étudier à l'extérieur : l'instruction semble un moyen de s'assurer un emploi, alors que le bien familial est trop exigu ; on a sans doute aussi moins d'hésitation à envoyer à la fois plusieurs enfants qui pourront

s'entraider et se surveiller en ville ; enfin, les familles nombreuses sont souvent celles qui, plus aisées, ont perdu moins d'enfants en bas âge. De manière générale, il est sûr que les personnes les plus pauvres (agriculteurs pauvres, tisseuses) poussent moins leurs enfants aux études. La répartition des scolarisés à l'extérieur en fonction de la profession des parents est à cet égard significative.

Profession des parents	Nombre scolarisés	% du total scolarisé	Moyenne par ménage
Commerçants	28	49,12	3,5
Agriculteurs	16	28,07	2
Fonctionnaires, employés des missions	9	15,79	4,5
Retraités	4	7,02	2

On voit qu'en particulier commerçants et fonctionnaires ont une part dans la scolarisation à l'extérieur supérieure à leur part dans la population totale.

Pour l'essentiel, les enfants scolarisés à l'extérieur vont à Ambositra, gros centre scolaire qui comptait en 1969 environ 3.000 élèves dans l'enseignement secondaire : 35 enfants d'Andina y poursuivent leurs études et, proportionnellement, les enfants merina y sont encore plus nombreux que les enfants betsileo. Ensuite viennent Tananarive avec 9 élèves, puis Fianarantsoa avec 7 élèves ; le reste s'éparpille dans d'autres villes des Hautes Terres (Ambatofinandrahana, Ambalavao, Antsirabe) et exceptionnellement, dans le cas de boursiers, à Majunga.

Une lourde charge pour les budgets familiaux

ET envoi des enfants en ville, pour un nombre considérable d'années, représente, on le sait, une lourde charge dans les

budgets familiaux. Nous n'avons pas, en ce domaine, de données complètes, d'ailleurs difficiles à établir. Du moins avons-nous pu déterminer pour chaque élève, à trois exceptions près, le montant des dépenses d'écolage et de logement (incluant la nourriture dans le cas de pensionnaires) : elles se montaient en 1971, pour 54 élèves, à 839.000 francs malgaches, soit plus de 15.000 francs par élève et par an en moyenne. Les dépenses de nourriture (le plus souvent effectuées en numéraire, car les habitants d'Andina sont très loin de se suffire en riz) et de matériel scolaire — même si celui-ci est insuffisant, sont sans doute sensiblement égales. C'est donc pour tous une très lourde charge, et c'est une charge inégalement répartie. Les plus favorisés sont évidemment les parents de boursiers. Andina compte 6 boursiers, dont la moitié étudient dans le deuxième cycle et l'enseignement supérieur ; ils n'appartiennent apparemment pas aux catégories socia-

les les plus défavorisées, étant fils de commerçants et de fonctionnaires. Relativement favorisés ensuite sont ceux qui, sans bourse, parviennent à entrer dans l'enseignement public, mais ils sont peu nombreux, 8 au total, et sont souvent obligés, pour trouver place dans un C.E.G. ou un lycée, de s'éloigner considérablement d'Andina.

En effet, à Ambositra en 1971, l'enseignement secondaire public était encore notamment déficient, eu égard à l'importance de la demande. Selon l'enquête de 1969 citée plus haut, l'enseignement public (C.E.G. et enseignement technique) n'offrait que 400 places sur un total de 3.000 et l'essentiel des élèves étudiait dans des établissements privés, 2 collèges protestants, 2 collèges catholiques et 7 écoles privées indépendantes. Les habitants d'Andina participent à cette situation commune, puisqu'un seul des enfants scolarisés à Ambositra ne payait pas d'écolage en 1971.

On pourrait du moins s'attendre à ce qu'à Ambositra les enfants trouvent à se loger gratuitement dans quelque maison de famille ; pour la majorité il n'en est rien, et 22 enfants sur 32 payaient leurs frais de logement. En fait, les seuls

avantages d'Ambositra sur des villes plus lointaines sont d'une part la proximité, qui donne aux parents l'impression illusoire de pouvoir surveiller leurs enfants et leur permet de les ravitailler à moindres frais, notamment à l'occasion de voyages au marché du samedi, d'autre part le coût relativement modéré du logement (3.500 francs par enfant et par an en moyenne) qui s'explique en fait surtout par l'exiguïté des locaux et l'incroyable promiscuité dans laquelle vivent les élèves (souvent à 8 ou 9 par chambre d'après l'enquête de 1969).

Pour quel avenir ?

QUEL avenir préparent ces années d'études et ces sacrifices financiers ? D'autres enquêtes ont évoqué plus largement ce problème, et notre recensement n'apporte guère ici que des confirmations. La répartition des élèves par classe souligne le rôle de barrage que jouent la classe de 3^e et le B.E.P.C. L'analyse de la moyenne d'âge des enfants par classe, si elle n'infirme pas cette remarque, amène cependant à la nuancer :

Classe	Age moyen	Classe	Age moyen
7 ^e	14 ans	3 ^e	17 ans 6 mois
6 ^e	15 ans	2 ^e	20 ans
5 ^e	16 ans 8 mois	1 ^e	19 ans 3 mois
4 ^e	16 ans 6 mois	Termin.	20 ans 4 mois

Curieusement, la moyenne d'âge n'est pas subitement élevée en classe de 3^e, où pourtant semblent s'entasser les élèves ; en seconde, l'âge s'élève par suite peut-être des difficultés de beaucoup à passer le B.E.P.C., mais un petit nombre

d'élèves, et à l'évidence ceux qui poursuivront le plus loin leurs études, ont franchi l'obstacle sans trop de retard. Plus clairement apparaît sur le tableau précédent l'âge moyen considérable des élèves de la classe de 7^e. Pourquoi les enfants d'An-

dina, qui ont des écoles primaires à leur disposition au bourg, arrivent-ils en 7^e à 14 ans seulement ? Le retard scolaire final n'est pas essentiellement dû ici au B.E.P.C. ou à d'autres obstacles ; il semble originel. Deux causes pourraient expliquer ce fait : d'une part, beaucoup de parents savent qu'il n'est pas bon, pratiquement, que leurs enfants arrivent trop tôt au B.E.P.C., qui marquera pour la plupart le terme de leurs études : de trop jeunes diplômés n'ont pas leur place sur le marché du travail ; d'autre part, nombre d'enfants piétinaient plusieurs années en 7^e dans l'attente, largement illusoire, d'une place dans l'enseignement public gratuit.

A la lumière de ces quelques faits, la scolarisation à l'extérieur nous montre certains de ses traits : elle est d'abord un remarquable moyen de ponction de la ville sur sa région ; ponction monétaire d'abord, qui est considérable, ponction en hommes ensuite, car la scolarisation ne prépare guère d'hommes directement utiles au bourg et à sa campagne, elle prépare à l'émigration, et à une émigration lointaine, car Ambositra n'a pas les moyens d'employer les travailleurs qu'il forme. Sans doute la présence d'enfants d'Andina à Ambositra, les va-et-vient qu'elle suppose, renforcent-ils les liens avec le chef-lieu de sous-préfecture, mais ceci s'effectue pour une part au détriment du bourg, court-circuité dans ses activités commerciales par la ville voisine et son marché. La ville, par la scolarisation en particulier, retarde et prépare à la fois une émigration dont elle ne profitera pratiquement pas elle-même ; sous cet angle elle était jusqu'à présent un agent de désarticulation et non d'organisation régionale. Seul un changement profond des méthodes et des finalités de l'enseignement peut modifier une telle situation.